50 témoignages : Lydie

Lydie est actuellement envoyée au Cameroun, sous le statut de VSI (Volontaire de Solidarité Internationale), comme infirmière en charge du développement.

► Retour au sommaire «50 témoignages»

Comment aider Haïti ?

Alors que le président Jovenel Moïse devait rendre le pouvoir le 7 février, selon le conseil supérieur du pouvoir judiciaire haïtien, il est toujours en place et gouverne par décrets. La violence grandit dans le pays et les rapts organisés par des gangs sont de plus en plus nombreux : en témoigne l'enlèvement récent de dix personnes, dont sept religieux. Dans un contexte de pauvreté et de pénuries croissantes, manifestations et grèves appellent à la fois à la libération des otages et au départ du président. Le Défap, en lien avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l'évolution de la situation.

S’il est une activité qui prospère en ce moment en Haïti, c’est celle du kidnapping. Activité fort lucrative, aux mains d’une centaine de gangs régnant chacun en maîtres sur leur territoire, qu’ils défendent en se livrant à de véritables batailles rangées. Jusque dans la capitale, Port-au-Prince, ils contrôlent des quartiers entiers. Voilà des mois que le nombre de ces enlèvements crapuleux va croissant. Si des échos en sont parvenus dernièrement jusqu’en France, où les autorités se sont mobilisées, c’est parce que parmi leurs victimes les plus récentes figurent des ressortissants français ; l’enlèvement, à peu près deux semaines plus tôt, de trois membres de l’Église pentecôtiste dont un pasteur, n’avait pas eu un tel retentissement. Reste qu’en Haïti même, ce dernier rapt de dix personnes, parmi lesquelles sept religieux catholiques (cinq Haïtiens ainsi qu’une nonne de la Mayenne et un prêtre de l’Ille-et-Vilaine qui vit en Haïti depuis plus de trente ans) a représenté une telle onde de choc qu’elle a entraîné un remaniement gouvernemental. Les représentants des Églises eux-mêmes ne se sentent plus à

l’abri de ces rapts. Mgr Max Leroy Mésidor, archevêque de Port-au-Prince, constatant que «la violence des bandes armées prend une proportion sans précédent», a fustigé : «Les autorités publiques qui ne font rien pour résoudre cette crise ne sont pas à l’abri de tout soupçon. Nous dénonçons les complaisances et les complicités d’où qu’elles viennent». La Conférence haïtienne des religieux a exprimé son «profond chagrin, mais aussi sa colère».

L’enlèvement a eu lieu le dimanche 11 avril. Les dix personnes se rendaient alors à la cérémonie d’installation d’un jeune curé dans sa nouvelle paroisse, à Galette-Chambon. L’attaque a eu lieu à la Croix-des-Bouquets, un secteur contrôlé par un gang connu sous le nom de la «400 Mawazo». Le soir-même, Loudger Mazile, porte-parole de la conférence épiscopale d’Haïti, annonçait que les ravisseurs réclamaient 1 million de dollars de rançon. Depuis, la famille d’une des otages, une septuagénaire haïtienne, a réussi à réunir 50.000 dollars pour obtenir sa liberté ; mais les autres restent captifs. Quatre des ecclésiastiques sont membres de la société des prêtres de Saint-Jacques, en mission en Haïti. Parmi les sept religieux toujours séquestrés, deux prêtres sont de santé fragile : l’un a besoin de soins après une blessure par balle à l’abdomen, l’autre, diabétique, est sous insuline.

Des Églises mobilisées contre les dérives dictatoriales

Face au choc suscité par ce dernier enlèvement, le président Jovenel Moïse s’est dit «conscient que l’État doit faire plus d’efforts». Le mercredi 14 avril, le premier ministre, Joseph Jouthe, a remis sa démission, aussitôt remplacé par Claude Joseph, l’ancien ministre des affaires étrangères. L’Église catholique, pourtant d’ordinaire très réservée, a lancé un appel à la grève générale pour réclamer la libération des otages ; un appel qui a été très suivi à travers le pays, pendant que les messes prenaient des allures de meetings

politiques réclamant le respect de la Constitution – en clair : le départ du président.

L'événement en dit long sur la contestation visant le chef de l'État, accusé de dérives dictatoriales et d'encourager le chaos : impossibilité de tout dialogue entre Jovenel Moïse et l'opposition politique, paralysie d'institutions comme le Parlement et le Sénat qui ont été réduites au silence, pendant que le président, dont le mandat aurait dû s'achever le 7 février, continue à gouverner par décrets… Côté protestant, une Commission protestante contre la dictature en Haïti (CPCDH) réunit depuis la mi-février la Conférence et la Fédération des pasteurs haïtiens ainsi que le Conseil national spirituel des Églises d'Haïti. La dernière tentative en date de susciter un dialogue réunissant les partis politiques de l'opposition, la société civile, le pouvoir et les partis politiques proches du pouvoir, lancée par la plateforme interreligieuse Religions pour la paix, s'est soldée par un échec.

Au quotidien, la population haïtienne doit endurer cette insécurité endémique, les multiples pénuries aggravées encore par les effets de la pandémie de Covid-19, les coupures d'eau ou d'électricité, le mauvais état des infrastructures, la mauvaise qualité des services publics et la corruption, une pauvreté grandissante, une inflation galopante… Un symbole parmi d'autres : le gouverneur de la Banque de la République d'Haïti a annoncé la mise en circulation prochaine de nouveaux billets de 2500 et 5000 gourdes, la monnaie haïtienne. Mais au taux de change actuel, le billet de 2500 gourdes ne vaudrait guère plus en dollars que ce que valaient les billets de 1000 gourdes imprimés en 2005 ; et guère plus que les billets de 100 gourdes en 1991… Près de deux tiers des 11 millions d'habitants du pays vivent avec moins de 2,41 dollars par jour. Mais bien qu'épuisés, les Haïtiens trouvent encore la force de manifester.

Comment aider ?

Depuis longtemps, ce sont les Églises qui tentent de pallier les carences de l'État en matière d'action sociale, d'éducation, de protection de l'environnement : autant d'actions cruciales pour Haïti où la profonde crise que traverse le pays frappe d'autant plus durement les plus fragiles. Et si Haïti est considérée comme «zone rouge» par le ministère français des Affaires étrangères, ce qui y limite les voyages aux seuls cas de nécessité absolue, c'est en soutenant ces institutions liées aux Églises qu'il est possible d'aider malgré tout. Elles-mêmes ne sont pas à l'abri des pénuries et de la violence, mais elles se consacrent avec dévouement à semer des graines d'espérance. Le soutien de partenaires étrangers est pour elles nécessaire. Ainsi, la Mission Biblique développe sur place des projets sociaux, d'enseignement et de santé en partenariat avec l'UEBH (l'Union Évangélique Baptiste d'Haïti). Avec le soutien du Défap, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH), à travers son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation de 300.000 enfants – un enjeu majeur pour la formation des futurs citoyens, alors que du fait de la mauvaise qualité de l'enseignement public, l'analphabétisme concerne près de 4 Haïtiens sur 10. ADRA a développé un programme efficace de reboisement, dans un pays où la couverture végétale n'excède pas 2% du territoire – une déforestation qui aggrave encore les effets des fréquents cyclones…

Ce qui relie ces différents acteurs, c'est la Plateforme Haïti, mise en place par la Fédération protestante de France en lien avec celle d'Haïti, et coordonnée par le Défap. Elle permet un partage d'informations, des actions en commun, des récoltes de fonds pour les projets en cours sur place… La Mission biblique en est membre, ainsi qu'ADRA-France, mais aussi la Fondation La Cause pour les orphelinats, le SEL… Au vu de la situation d'urgence que connaît le pays, plusieurs

acteurs de cette Plateforme ont déjà eu l'occasion d'échanger en comité réduit, et préparent une réunion plus large au cours des prochains jours.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

• la **Mission Biblique**
• le **Service protestant de mission – Défap**
• la **fondation La Cause**
• le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**
• **ADRA-France**
• l'**Église du Nazaréen**
• **Réforme**

Garder le lien par temps de

Covid

La question de la mission, et de la manière d'en renouveler les formes, se pose depuis bien des années à tous les organismes missionnaires, et au-delà, aux Églises mêmes. La crise sanitaire n'a fait que rendre plus perceptibles ces questionnements. Le Défap avait déjà entamé une réflexion au long cours avec son processus de refondation ; réflexion qui se poursuit à travers ses «Ateliers de la mission», qui pour cause de contraintes sanitaires ont été convertis en une série de webinaires… Mais quelle parole spécifique peut porter le Service protestant de mission dans cette période si particulière ?

© *Pixabay*

C'est une voix à la radio, une lettre de nouvelles posée à l'entrée d'un temple ; c'est un site internet, une newsletter que vous recevez parmi vos mails. Une page Facebook. Des

visages, des témoignages ; des récits de choses partagées, vécues ensemble. Derrière tout ceci, un acronyme de cinq lettres devenu à la longue un substantif : le Défap. Il fait un peu partie des murs de la maison. Il évoque, de manière peut-être un peu vague, des images de relations entretenues avec des Églises lointaines, par-delà les frontières. Mais qu'a-t-il à communiquer par temps de crise sanitaire, quand les Églises d'ici sont touchées par des restrictions qui sont, elles, très concrètes – quand les temples doivent fermer leurs portes ou adapter leurs cultes, et que les prêches se font via Youtube ?

Quand on parle de communication de crise, d'emblée viennent des images de réunions fébriles de communicants, d'éléments de langage à distiller au gré des petites phrases, de conférences de presse houleuses ; on a tout de suite présente à l'esprit une structure soumise à l'inquisition et à la curiosité de tous, en posture défensive.

Dans le cas du Défap, communiquer par ces temps de crise, c'est presque tout le contraire : c'est dire, simplement, qu'on poursuit le chemin – en dépit du brouhaha, des cahots et des nids-de-poule.

Soyons honnêtes : les contraintes sanitaires ont plutôt joué le rôle d'accélérateur, ou de révélateur, d'une crise générale qui était déjà bien présente. Certes, l'impact du coronavirus se mesure, non seulement en vies perdues, mais aussi en vies gâchées, en tensions accumulées, en inégalités accrues. Mais au sein de notre société, la fragmentation était déjà à l'œuvre. Au sein de nos Églises aussi.

Curieusement, il n'est pas difficile de parler de transcendance en ces temps incertains ; mais chacun aura tendance à voir Dieu à sa porte. Or il ne s'agit pas seulement de rejoindre chacun dans ses questionnements personnels et dans ses angoisses intimes ; il faut aussi parler de ce qui était, de ce qui est et sera. Avant, après, et au-delà de la

crise, quel que soit le prisme à travers lequel on l'envisage : qu'elle soit sanitaire, sociale, systémique, écologique… Parler de ce projet vaste, global auquel nous sommes tous conviés. Cela s'appelle la mission.

Le terme a suscité tous les enthousiasmes et toutes les méfiances, au point de presque disparaître. Il connaît aujourd'hui, dans certaines Églises (pas dans toutes !) un spectaculaire retour en grâce. Mais que recouvre-t-il ? En quoi peut-il se rapporter à ces clichés en noir et blanc de jeunes gens partant, parfois pour une vie entière, vers des contrées alors inconnues ? Doit-on parler d'une actualisation de cette ancienne figure du missionnaire – ou est-ce tout autre chose ?

Les recettes sont nombreuses et il y a beaucoup d'appelés.

Là encore, soyons honnêtes : en ce XXIème siècle, à l'époque de l'Internet omniprésent et de la mondialisation triomphante, les terres non atteintes par la Bonne Nouvelle ne sont plus légion. La question est plutôt de savoir ce que l'on en fait.

Il ne sert à rien d'aller annoncer la Bonne Nouvelle jusqu'aux extrémités de la Terre, si c'est pour y évangéliser les fidèles d'une autre Église. D'ailleurs, aujourd'hui, le monde est chez nous : il suffit de regarder nombre de nos paroisses.

Or cette idée d'une mission conquérante, si proche de celle qui prévalait au XIXème siècle, a aujourd'hui de nombreux adeptes. Elle nous revient même à travers certaines de ces Églises implantées en France par des Églises autrefois «filles », devenues «Églises sœurs » ; ces Églises fondées par des missionnaires, qui envoient elles-mêmes des missionnaires jusque dans les contrées déchristianisées d'Europe – de nouveaux missionnaires qui eux-mêmes acquièrent bien vite leur autonomie. Floraison d'Églises. Pour quelle moisson ?

Présentation des activités du Défap, telle qu'elle aurait dû être faite lors des synodes régionaux de 2020, reportés pour cause de crise sanitaire

Qui faut-il évangéliser ? Au nom de quelle Église ?

Le nomadisme ecclésial n'est pas un gros mot : c'est une réalité sociologique. Mais n'est-ce pas aussi un aveu d'échec pour toutes ces Églises qui auront su attirer tel fidèle un dimanche, sans le faire revenir le dimanche d'après ?

Qui faut-il évangéliser ? Au nom de quelle Église ? L'important est-il de faire vivre telle structure au détriment de telle autre ? Faudra-t-il une Église différente pour chaque nationalité, pour chaque culture, pour chaque âge de la vie, pour chaque conception de l'être humain dans laquelle les uns ou les autres pourront se reconnaître, au gré des frontières invisibles qui partagent notre société ?

On entend souvent dire que notre époque est en manque de certitudes. Permettez-moi de penser le contraire : le problème n'est pas le manque, mais le trop-plein. Chaque groupe social

défendant des acquis ou revendiquant des droits, chaque minorité réclamant à grands cris une reconnaissance, chaque conception du monde, de la société et de l'humanité en lutte contre toutes les autres pour faire reconnaître sa légitimité, sont autant de certitudes qui exigent notre foi exclusive et combattante. La vérité même devient malléable. Elle ne peut plus prétendre être un arbitre : elle-même devient un enjeu.

Et bien sûr, toutes ces certitudes arc-boutées dans leurs guerres intestines forment autant de lignes de fractures, non seulement dans la société où nous vivons, mais aussi dans nos propres Églises. Ce qui guette nos sociétés, ce n'est pas l'anomie – l'éparpillement dans le vide et le silence – c'est plutôt le vacarme de millions de voix, chacune se haussant pour surmonter les autres, quand plus personne n'écoute.

Nos Églises seront-elles une voix de plus dans ce vacarme ?

Prendre soin du vivre-ensemble

Tout au long de ses voyages autour de la Méditerranée, Paul a implanté des Églises. Il n'est jamais reparti en laissant derrière lui des recrues, chargées de poursuivre une mission d'enrôlement : il a créé des communautés. Des familles. Et chacune de ses lettres nous montre le soin qu'il prenait de cette vie communautaire. Du vivre-ensemble. Du besoin très humain de chacun d'être entendu dans ses besoins, guidé dans ses erreurs, départagé dans ses conflits, rassuré dans ses doutes, encouragé dans l'adversité, porté à son meilleur non seulement par sa foi, mais aussi par la communauté.

Voilà l'aspect très actuel de la «missio dei» : la mission ne se confond pas avec l'expansion d'une Église, d'une dénomination ; elle est avant tout mission de Dieu. Dieu nous invite à entrer dans sa famille et dans son projet – un projet vaste, global de réconciliation.

Dans ce projet, il ne s'agira pas de savoir qui supplantera

l’autre : «j’ai planté, Apollos a arrosé, mais c’est Dieu qui a fait grandir». Alors, et alors seulement, chaque crise ne deviendra pas pour toute l’Église une occasion de chute – à l’image de la crise sanitaire que nous connaissons depuis plus d’un an – mais au contraire une occasion de resserrer les liens.

Dans notre vie humaine, d’où partent, et jusqu’où vont ces liens ? Ils se tissent, nous dit Jésus en Matthieu, « là où deux ou trois sont assemblés en mon nom» ; et ils vont, nous dit-il encore en Actes, «jusqu’aux extrémités de la terre». Voilà comment se réconcilient l’image de l’envoi en mission et celle de la vie communautaire : il ne s’agit pas d’aller faire des conquêtes, mais d’agrandir une famille.

Parler de partage

Témoignage d’Aurélie Chomel, envoyée au Cameroun, à l’hôpital de Bafia, recueilli à distance dans la perspective du Cinquantenaire du Défap

C’est l’idéal vers lequel tend le Défap depuis cinquante ans ; depuis que la Société des Missions Évangéliques de Paris, la

vénérable SMEP, a choisi de se partager entre une Communauté d'Églises en Mission (la Cevaa) et un Service Protestant de Mission chargé d'entretenir le lien au près et au loin. Par quoi passe ce lien ? Par la communion spirituelle, tout d'abord ; mais aussi par des choses humaines et modestes. Des projets d'écoles, de dispensaires. Des envoyés de nos Églises qui vont enseigner ou soigner. Des relations entre instituts de théologie. Des échanges de professeurs. Des boursiers qui viennent de loin pour étudier en France ; qui, peut-être, deviendront des pasteurs de ces Églises-sœurs – voire même prêcheront dans nos propres Églises. Tous avec leur propre bagage culturel, leur propre approche historique, leur propre vision de la société, leurs propres idéaux politiques – autant de certitudes ancrées en chacun et qui pourraient être autant de prétextes de conflits, sans la lumière décapante de l'Évangile seule capable d'en montrer à chaque fois les limites.

Mais que peut être alors la communication en ces temps de crise ? Elle est un rappel que lorsqu'on parle de vivre-ensemble, il s'agit avant tout de vivre, plus que d'argumenter. Dans la cacophonie des certitudes et des revendications, il s'agit de parler de partage. C'est le témoignage des envoyés d'hier et d'aujourd'hui que vous pouvez retrouver dans le dossier «Cinquantenaire du Défap» sur notre site. Il s'agit encore de parler de mission : une mission, non pas conquérante ou défensive, mais où chacun soit accueilli. Ce sont les méditations que vous retrouvez régulièrement sur notre site, celles aussi qui scandent le calendrier des «Verbes de la mission» ; c'est encore cette série de webinaires qui débute au mois d'avril, «les jeudis de la mission».

Témoignage de Patrice Fondja, pasteur missionnaire, recueilli à distance dans la perspective du Cinquantenaire du Défap

Et ce sont aussi des outils, modestes. Une voix à la radio. Une lettre de nouvelles. Une newsletter parmi vos mails, que vous pouvez choisir d'ouvrir.

Ou pas.

Franck Lefebvre-Billiez

Covid19 : une semaine de prière du COE

En un an, la pandémie de Covid-19 a bouleversé le monde. Face à des difficultés inédites, les Églises ont dû s'adapter pour tenter d'accompagner toutes les

populations frappées soit par la maladie, soit par les inégalités et les crises politiques ou sociales qui en ont été les corollaires. Devant cette crise sans précédent, le Conseil œcuménique des Églises appelle à observer jusqu'au 27 mars une semaine de prière.

Réunion de prière – montage © COE

Un an après que l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré la pandémie de Covid-19 pandémie mondiale, le Conseil œcuménique des Églises (COE) observe une semaine de prière du 22 au 27 mars.

Cette semaine invite à un temps de prière et de réflexion à la fois sur les lamentations et l'espoir exprimés et éprouvés dans le monde entier au cours de ce qui a été une année de souffrances sans précédent, mais également une année où les Églises ont trouvé des façons toujours nouvelles d'œuvrer ensemble afin de s'adapter, d'intervenir auprès des communautés et de les accompagner dans cette crise mentale, physique, économique, spirituelle et environnementale.

Pour le père Ioan Sauca, secrétaire général par intérim du COE, cette semaine de prière doit être l'occasion d'éprouver et d'exprimer l'allégeance commune des Églises au Christ.

«Au cours de la semaine, nous nous réunirons pour proposer des intercessions, en particulier pour les plus vulnérables et pour celles et ceux qui sont en première ligne pour en prendre soin, souvent dans des circonstances difficiles, mais aussi pour nous engager de nouveau à faire preuve de compassion active au-delà de ce qui nous sépare, obéissant ainsi à celui qui avait de la compassion pour les foules et qui est venu à leur secours pour leur guérison», ajoute le père Sauca.

La semaine de prière est organisée avec les Églises membres du COE et les partenaires œcuméniques et doit être l'occasion de partager des prières et des ressources spirituelles produites en réponse à la pandémie.

Un service mondial en ligne auquel participeront huit régions du COE doit être organisé au cours de la semaine et une série de ressources seront mises à disposition sur le site web du COE d'ici au 18 mars 2021 en anglais, français, allemand et espagnol.

Hope 360 : bientôt la deuxième édition !

Deux an après la première édition au parc de l'Épervière, à Valence, le collectif Asah récidive et organise le 9 octobre prochain une deuxième édition de Hope 360. Comme la première fois, ce rendez-vous se

veut à la fois ludique, sportif et solidaire… avec, innovation pour cette année, une déclinaison en distanciel pour amplifier l'impact de l'événement. Le Défap sera présent parmi la vingtaine d'acteurs chrétiens de la solidarité internationale mobilisés pour ce rendez-vous.

Conjuguer convivialité, rendez-vous sportif et engagement : c'est le mot d'ordre de **Hope 360**, qui, après sa première édition en octobre 2019, se prépare pour un nouveau rendez-vous à Valence, le 9 octobre 2021. Au menu : des courses à pied, mais aussi… en voitures à pédales, les divers participants concourant pour promouvoir un des projets solidaires portés par la vingtaine d'associations partenaires, dont le Défap, qui sera présent avec un projet lié à Madagascar (plus d'informations prochainement à ce sujet). L'idée étant bien sûr davantage de partager un bon moment que de réaliser une performance sportive… tout en manifestant son engagement et en courant pour une bonne cause, et en donnant de son temps au profit des autres.

Le concept est simple : il s'agit de courir afin de récolter des fonds pour soutenir un projet. Pour cela, il faut s'inscrire sur le site de l'événement (hope360.events/). Plusieurs parcours de courses sont proposés, et une sélection de projets à soutenir : il faudra donc choisir son parcours, le projet pour lequel s'engager, payer son inscription en

ligne… Une fois l’inscription finalisée, il ne restera plus qu’à en parler à vos amis et proches pour faire connaître l’événement et susciter les bonnes volontés. Vous pourrez aussi décider d’ouvrir une cagnotte pour collecter des fonds au profit du projet que vous aurez choisi de soutenir. Vous pourrez, enfin, venir visiter le village des associations.

Une course connectée autour du monde

Une nouveauté toutefois, cette année l’événement aura lieu en présentiel à Valence et en distanciel en version connectée. Le contexte de la crise sanitaire a amené le collectif Asah à revoir l’organisation de la course solidaire. D’une situation complexe est ainsi née une solution qui se veut pérenne dans les années à venir : créer, en parallèle de la course en présentiel, une course connectée de la même importance. Mais comment faire d’un événement local, un événement connecté ? En imaginant un défi parlant à tout un chacun : faire le tour de la Terre ensemble (40 000 km). Avec l’idée forte « Toi aussi, où que tu sois, lève toi et cours pour la solidarité internationale », l’événement s’adresse désormais à un public plus large. Notons que les volontaires sur le terrain peuvent

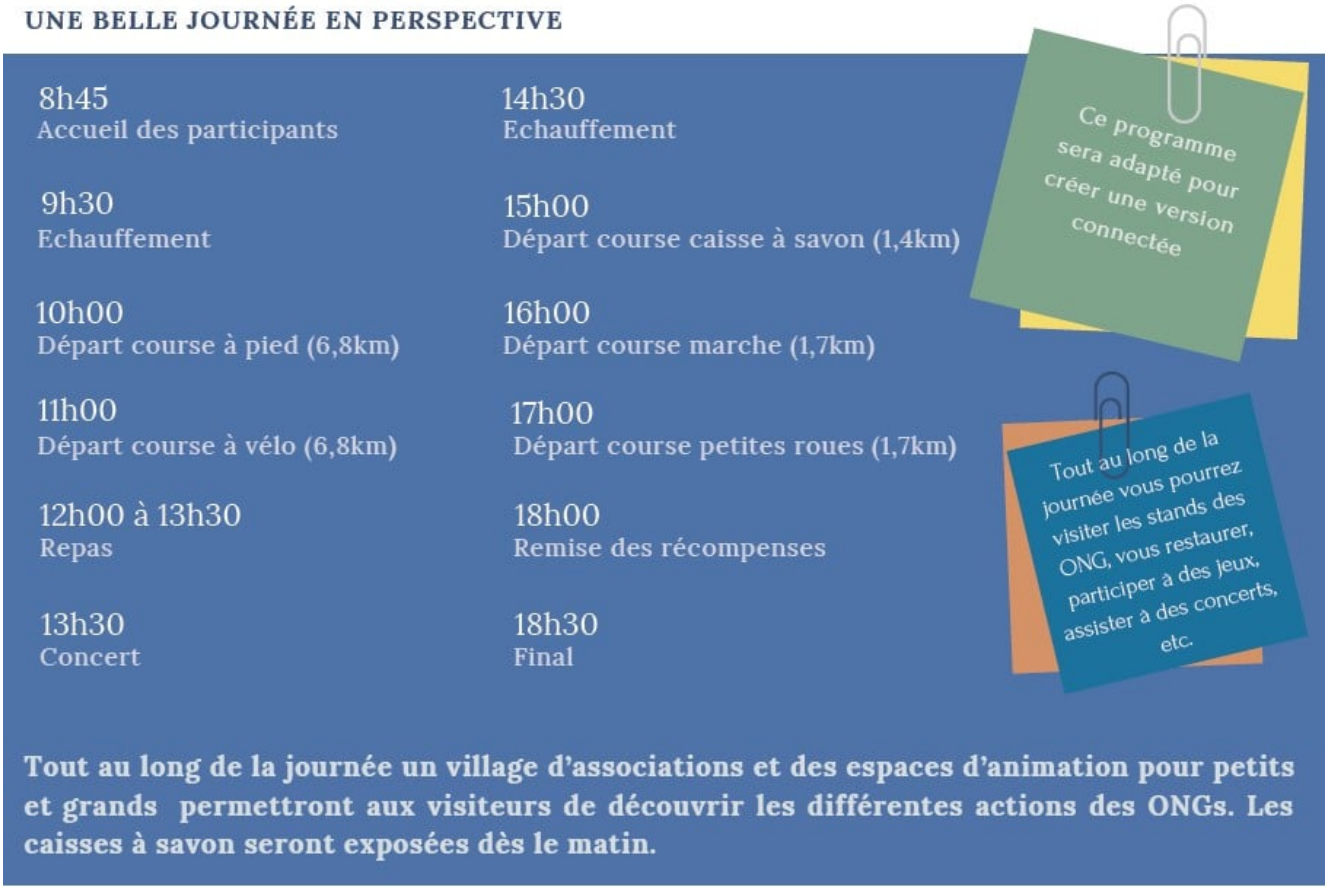
désormais être intégrés plus facilement grâce à ce nouveau concept. En outre, **Hope 360** a vocation à être organisé dans d'autres villes de France dans les prochaines années.

Ce rendez-vous ludique autant que sportif est organisé par le collectif **Asah**, réseau de trente ONG d'inspiration chrétienne, agissant dans l'urgence, le développement, le plaidoyer, l'environnement ou la solidarité. Le Défap en est membre, aux côtés d'associations comme ADRA, Artisanat SEL, la Fondation La Cause, Medair… La motivation des associations engagées est de mettre leurs forces en commun pour un projet qui les dépasse mais qui contribue à leur mission commune :

- Sensibiliser le grand public à la solidarité internationale
- Montrer la richesse des actions mises en oeuvre par les ONG

Entre 1600 et 2000 coureurs, rouleurs ou encore marcheurs de toute la France et de tous âges sont attendues pour la course Hope 360. Ce projet contribuera à promouvoir dans la société l'engagement dans la solidarité internationale.

Retrouvez ci-dessous le programme :



Solidarité avec le CIPCRE, victime d'un grave incendie

Deux des bâtiments du siège camerounais du Cercle International pour la Promotion de la Création, situé à Bafoussam, ont été détruits par les flammes au cours du dimanche 7 mars. Le Défap fait part de son soutien au CIPCRE, qui mène depuis trois décennies un travail exemplaire et irremplaçable pour promouvoir le développement durable dans une perspective chrétienne.

Le siège du CIPCRE, avant et après l'incendie : deux bâtiments ont été ravagés © CIPCRE

Les dégâts auxquels fait face le CIPCRE (Cercle International pour la Promotion de la Création) ne sont pas seulement matériels : derrière les deux bâtiments de son siège de Bafoussam, au Cameroun, qui ont été ravagés par les flammes, il y a des années de travail… et une partie de l'histoire de cette ONG qui, depuis 30 ans, marie foi et développement durable dans l'Afrique francophone. Le feu a touché notamment le Centre de Documentation pour le Développement (la mémoire du CIPCRE), dont le premier étage a été ravagé.

L'incendie a eu lieu le dimanche 7 mars, à la mi-journée. Parti d'un champ voisin, où il avait été allumé par un cultivateur pratiquant la culture sur brûlis, il s'est propagé rapidement aux arbres proches du siège du CIPCRE. Puis aux bâtiments. «Les braises, transportées par le vent, sont allées attaquer le toit de la cantine près de 60 mètres plus loin», raconte le pasteur Jean-Blaise Kenmogné, Directeur général du CIPCRE. Avant de gagner le Centre de Documentation pour le Développement, à 15 m de distance. Deux bâtiments aux toits de chaume, «pour des raisons d'esthétique et culturelles», note

encore le pasteur Jean-Blaise Kenmogné, «d'où la facilité d'expansion des flammes qui ont trouvé ici et là un terrain d'autant plus propice que la température ambiante ce jour-là dépassait les 30 degrés.» Par une cruelle ironie, «le CIPCRE, qui lutte contre les feux de brousse, a été victime de cette calamité d'ailleurs interdite par la loi.»

Inventer une «écologie globale» où l'humain ait sa juste place

À l'origine du CIPCRE, il y a un contexte : celui de la «vague de démocratisation» (selon l'expression de Samuel Huntington) que connaissent au début des années 90 nombre de pays africains, avec la multiplication des conférences nationales ; une effervescence qui va de concert avec une profonde crise qui touche alors tous les aspects des sociétés des pays concernés : crise sociale, morale, économique, culturelle, spirituelle et environnementale. Jean-Blaise Kenmogné, alors de retour au Cameroun après des études de théologie en France, assiste à la fois à cette montée des revendications pour plus de liberté, de justice sociale, et à la désorganisation qui touche parallèlement les services publics… à commencer par celui du ramassage des ordures, qui s'accumulent partout dans les rues. Comment réconcilier ces aspirations avec un développement respectueux de la création, comment inventer une «écologie globale» où l'humain puisse trouver sa juste place ? Ces interrogations, il les partage tout d'abord avec des amis enseignants et théologiens à travers un Cercle de lecture écologique de la Bible, avant que les réflexions ne fassent place à l'action avec la création du CIPCRE à Bafoussam, chef-lieu du département de la Mifi et de la région de l'Ouest du Cameroun. Avec très tôt des actions très concrètes : mise en place d'un programme de compostage des ordures, soutien à la fertilisation des sols victimes de la surexploitation, reboisement communautaire… Ce sont bientôt des centaines d'artisans mobilisés dans le domaine de la récupération, des milliers de paysans qui se retrouvent engagés avec le CIPCRE.

Parallèlement, des associations baptisées «Cercles des amis du CIPCRE» se créent dans plusieurs pays africains dont le Bénin. Le CIPCRE-Bénin sera officiellement créé en 1995, avec un programme de recyclage de déchets métalliques grâce à l'appui de forgerons et ferblantiers locaux, puis un programme d'éducation à l'environnement et un projet de Promotion de la Gouvernance Environnementale Locale qui vise à développer l'écocitoyenneté.

Mais pour vaincre les pesanteurs et les réticences des institutions locales, le soutien des partenaires étrangers aura été bien souvent décisif : celui des coopérations protestantes suisse, allemande et néerlandaise, celui du Défap… Jean-Blaise Kenmogné est ainsi un ami de longue date du Service protestant de mission, avec lequel il a également entretenu des liens à travers le Secaar, réseau d'Églises et d'ONG qui poursuit le même but de développement durable dans une perspective chrétienne. Face aux graves destructions qu'a subi le siège du CIPCRE à Bafoussam, l'appui de ces partenaires sera une nouvelle fois crucial ; et le Défap veut témoigner de son soutien et de sa solidarité, et souligner l'aspect nécessaire et irremplaçable de l'œuvre accomplie depuis 30 ans par le CIPCRE.

Voir en plein écran

Centrafrique : l'étau de Bangui, appels religieux à la

paix

Alors que l’ONU a mis en garde contre le risque de pénuries à Bangui, dont les groupes rebelles ont coupé les principales voies d’approvisionnement, des offensives gouvernementales ont permis de reprendre du terrain. Face à ces violences grandissantes dont la population est la principale victime, l’Église catholique a lancé un appel au dialogue. Dans ce pays où les structures sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l’une des rares forces capables d’aider à reconstruire le vivre ensemble.

Patrouille de la Minusca (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine) © DR

Face aux tentatives des groupes rebelles d’asphyxier Bangui, les forces armées centrafricaines (les Faca) s’efforcent de desserrer l’étau : en ce 25 janvier, le gouvernement a annoncé deux opérations qui auraient permis de reprendre le village de Boyali, à 90 km de la capitale, et surtout la ville de Boda, à 124 km. Le 17, c’était la ville de Bangassou, aux mains des

rebelles depuis début janvier, qui avait été reprise sans combats. Ce passage à l'offensive des troupes gouvernementales intervient après des attaques coordonnées lancées jusque dans Bangui même, qui avaient été repoussées à la mi-janvier. Depuis décembre, les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) ont commencé à bloquer les trois principales routes permettant d'acheminer de l'approvisionnement dans la capitale.

Ces groupes, après avoir largement entravé les opérations de vote lors de la présidentielle, contestent désormais la réélection du président Touadéra, qui a obtenu 53,16% des voix mais au terme d'un scrutin où deux électeurs sur trois n'ont pu voter. Depuis le 21 janvier, l'ensemble du territoire est sous état d'urgence pour une durée de 15 jours. L'émissaire de l'ONU en Centrafrique, Mankeur Ndiaye, déplorant une «grande désertion» des forces de sécurité centrafricaines, a réclamé au Conseil de sécurité une «augmentation substantielle» du nombre de Casques bleus déployés dans le pays, et du matériel militaire. Mais d'autres renforts sont déjà présents sur place : désormais, aux 12.000 militaires de la force de maintien de la paix de la mission de l'ONU en Centrafrique (Minusca) présents depuis 2014, s'ajoutent des centaines de soldats rwandais et paramilitaires russes envoyés à la rescousse du président Touadéra.

Le rôle clé des Églises dans un pays ravagé

Le CPC présente une alliance improbable de groupes, dont certains se sont combattus ces dernières années. Parmi eux se trouvent des groupes armés du nord de la RCA qui composaient auparavant la Séléka – l'alliance qui a renversé le gouvernement de François Bozizé en 2013, déclenchant des années de conflit. Il comprend également des milices anti-Balaka, que Bozizé est soupçonné d'avoir contribué à mettre en place en 2013 pour combattre la Séléka. L'ex-président, qui a

été empêché de se présenter aux urnes de décembre par la Cour constitutionnelle, fait actuellement l'objet d'une enquête du parquet pour avoir soutenu le CPC. Tous les groupes composant cette coalition se partagent de fait plus des deux-tiers du territoire, où ils contrôlent les très lucratives filières de l'or et des diamants, et rackettent la population. Des avantages bien plus importants que ceux que pouvait leur apporter l'accord de Khartoum, huitième tentative en date de trouver un chemin de stabilisation du pays, qui offrait pourtant à divers chefs de guerre des postes au sein du gouvernement. Et les ressources tirées des divers trafics pourraient aussi leur offrir les moyens, à terme, d'une attaque d'envergure sur Bangui.

Conséquence de cette hausse des violences, la situation des civils – dans un pays où une personne sur quatre était déjà déplacée à l'intérieur du pays ou vivant en tant que réfugiés à l'étranger – s'est encore aggravée. Et à Bangui, jusqu'alors relativement épargnée, les étals des marchés sont à moitié vides. Le prix des marchandises a grimpé en flèche alors que des centaines de camions restaient bloqués dans la ville frontalière camerounaise de Garoua Boulai – incapables de traverser en raison de la présence rebelle le long de la route principale. L'ONU a mis en garde contre des pénuries de nourriture et de médicaments dans la capitale. En Centrafrique, deuxième pays le plus pauvre du monde, plus d'un tiers de la population (soit 1,9 million de personnes) est déjà confronté à un niveau élevé d'insécurité alimentaire, selon l'ONU.

«La misère du peuple centrafricain est indicible»

Pour maintenir le lien dans le pays, les Églises font partie des rares institutions à rester debout. C'est dans les Églises que beaucoup de familles fuyant les violences vont chercher refuge, comme tout récemment à Bouar, où elles ont accueilli

des milliers de personnes qui ne savaient où dormir. Réunis en session plénière du 9 au 17 janvier, les évêques de Centrafrique ont publié un message appelant à la fin des violences, en soulignant : «La misère du peuple centrafricain est indicible.» Présentant ce message commun intitulé : «Lève-toi et marche», l'Abbé Cédric Rodrigue Kongbo Gbassinga, secrétaire général des évêques de Centrafrique, a souligné : «Nous appelons à un dialogue sincère et franc, fraternel et constructif pour trouver une paix juste et durable en repoussant la haine, la violence et l'esprit de vengeance.»

Au-delà de cet appel des évêques, les diverses religions présentes dans le pays ont tenté de jouer ces dernières années un rôle d'apaisement, notamment à travers la plateforme interreligieuse pour la paix (Interfaith Peace Platform), créée par l'archevêque de Bangui Dieudonné Nzapalainga, le pasteur et président de l'Alliance évangélique Nicolas Guérékoyamé-Gbangou (qui avait été reçu au Défap), ainsi que l'imam et président du Conseil islamique Oumar Kobine Layama, décédé en novembre dernier à 62 ans. Les Églises jouent aussi un rôle irremplaçable de soutien auprès des populations dans ce pays très majoritairement chrétien. Depuis des années, le Défap accompagne notamment l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa et présente dans la capitale (lire : **Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui**). Mais il est aussi en lien avec d'autres Églises présentes ailleurs sur le territoire centrafricain, comme l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine (EELRCA) ; des relations ponctuelles ont pu aussi s'établir avec d'autres partenaires, également engagés dans les efforts de paix et de reconstruction. C'est le cas par exemple des communautés baptistes, et notamment de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes).

Violences post-électorales en Centrafrique

En République centrafricaine, l'annonce début janvier du résultat de l'élection présidentielle du 27 décembre, et de la réélection dès le premier tour de Faustin-Archange Touadéra, est intervenue dans un contexte de reprise des violences : les groupes rebelles qui contrôlent les deux tiers du territoire ont pris plusieurs villes et provoqué la fuite de dizaines de milliers de personnes. Dans ce pays où les structures sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble. Parmi celles dont le Défap soutient les actions figure ainsi l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa.

Patrouille de la Minusca (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine) © DR

Le résultat du vote du 27 décembre a été annoncé le lundi 4 janvier par la commission électorale : Faustin-Archange Touadéra, président en exercice de la République centrafricaine (RCA) et candidat à sa propre succession, a été déclaré réélu dès le premier tour de la présidentielle, avec 53,92% des voix. Se détachant ainsi nettement parmi les 16 candidats qui briguaient la présidence en ordre dispersé, et au sein desquels l'ancien Premier ministre Anicet Georges Dologuélé n'arrivait deuxième qu'avec 21,01% des suffrages exprimés.

Mais ces résultats, qui doivent encore être validés officiellement par la Cour constitutionnelle, sont déjà rejetés par la coalition rebelle qui contrôle de fait plus des deux-tiers du territoire ; les opérations de vote se sont ainsi déroulées dans un pays en proie à une nouvelle offensive de ces groupes armés qui avaient juré de «prendre le contrôle de tout le territoire». Au cours des dernières semaines, les forces rebelles ont pris une série de villes, y compris la ville du sud-est de Bangassou. La capitale, Bangui, reste sous la protection des Forces armées centrafricaines (FACA) – renforcées par des militaires russes et des troupes rwandaises – et des soldats de la paix de l'ONU.

Des élections largement perturbées

Faustin-Archange Touadéra voulait initialement retarder le scrutin présidentiel en raison de la pandémie de Covid-19, mais en a été empêché par la cour constitutionnelle. Plusieurs candidats de l'opposition ont exploité le mécontentement populaire à l'égard de l'accord de paix de Khartoum (le treizième accord de paix en Centrafrique), qui a accordé aux chefs rebelles des postes au gouvernement, malgré les crimes de guerre commis depuis le début de la guerre civile en 2013.

Facteur aggravant les tensions, parmi les candidats ayant postulé à la présidence le 27 décembre, figurait l'ancien dirigeant François Bozizé, rentré en RCA fin 2019 après six ans d'exil. Sa candidature a été invalidée par la Cour constitutionnelle peu avant l'offensive rebelle, et Faustin-Archange Touadéra l'a aussitôt accusé d'être derrière cette «tentative de coup d'État». Conséquence : près de deux ans après la signature de l'accord de Khartoum, le niveau de violence à travers le pays n'a absolument pas diminué, comme le souligne Hans De Marie Heungoup, analyste pour l'Afrique centrale à l'International Crisis Group.

Des milliers de personnes ont été empêchées de voter ou privées de leur carte d'électeur, jamais arrivée en raison de l'insécurité. Dans d'autres régions, le vote n'aurait tout simplement pas pu avoir lieu car des centaines de bureaux n'ont pas ouvert. Selon l'Autorité nationale des élections (ANE), sur 1,8 million d'électeurs enregistrés avant le scrutin, seulement 700.000 Centrafricains se seraient rendus aux urnes. Nombre d'électeurs auraient vu par ailleurs leur bulletin de vote détruit. L'opposition a dénoncé des «fraudes massives» – ce qu'ont fait également de nombreux observateurs étrangers.

Les Églises, artisans de paix

Avec la reprise de ces violences, le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, estime que 185.000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays depuis le 15 décembre, tandis que plus de 30.000 Centrafricains ont fui vers les pays voisins. Mais avant même cette nouvelle offensive des groupes rebelles, la RCA faisait face à l'une des plus graves urgences humanitaires au monde: un Centrafricain sur quatre – quelque 1,2 million de personnes – était déjà déplacé par les années de conflit. Dans de nombreuses régions, l'accès des agences d'aide est difficile et la malnutrition est en hausse car de nombreuses communautés reçoivent peu d'assistance.

Dans ce pays où les structures collectives sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble. Elles jouent un rôle irremplaçable auprès de la population, aident à panser les plaies de la guerre et plaident pour l'apaisement. Au cours des dernières années, le Défap a tout particulièrement accompagné l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa et présente dans la capitale (lire : **Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui**). Parmi ses projets en cours figure ainsi le financement du forage d'un puits à Morija, où a été construite une école. Mais il est aussi en lien avec d'autres Églises qui interviennent dans d'autres régions, dans des conditions tout aussi difficiles et qui ont les mêmes besoins ; c'est notamment le cas de l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine (EELRCA), qui compte près de 120.000 membres dont 84 pasteurs, et œuvre principalement dans l'ouest du pays, région déshéritée et instable. Des relations ponctuelles ont pu aussi s'établir avec d'autres partenaires, également engagés dans les efforts de paix et de reconstruction. C'est le cas par exemple des communautés baptistes, et notamment de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes).

Nouveaux défis, nouveaux engagements : le Défap et l'écologie

Le Défap, c'est, depuis 50 ans, une relation entretenue

entre Églises au près et au loin. Une relation qui passe par des projets, montés en concertation avec les Églises bénéficiaires et à leur initiative ; et par des envois de personnes qui obéissent à la même logique. C'est précisément cette logique, et ce fonctionnement en réseau, au sein d'un écosystème d'Églises, qui a conduit le Défap à s'impliquer de longue date dans des projets en lien avec la sauvegarde de la création, bien avant que cette thématique ne donne naissance à des opérations symboliques comme le label Église verte.

De quelle manière l'action du Défap se rend-elle visible dans les Églises ? Par des projets mettant en lien des communautés par-delà les frontières ; par des échanges de personnes – envoyés, boursiers, mais aussi enseignants… La thématique de la sauvegarde de la création, de plus en plus présente dans les préoccupations exprimées par les Églises en France et en Europe, ne semble pas, au premier abord, être typique de la « marque de fabrique » du Défap. Et pourtant…

Depuis sa création en 1971, le Défap est en lien, **en réseau avec de nombreuses Églises du Sud** (Afrique ou Océan Indien) ; or dans ces pays, **les Églises ont un rôle social qui va très au-delà de celui généralement admis pour les Églises en France**. Elles ont leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs projets… et occupent des rôles dans la société qui, dans notre pays,

reviendraient plutôt au milieu associatif. Les Églises sont donc directement en prise avec les problèmes les plus criants de la société ; et dans de nombreux pays du Sud, les défis climatiques sont, non pas une source d'inquiétude pour l'avenir, mais un problème majeur aujourd'hui même. On peut penser à la manière dont la désertification progresse dans les régions sud-sahéliennes, aux problématiques de déforestation à Madagascar (aggravées par des trafics encouragés par la corruption ambiante) ou encore à des phénomènes météo extrêmes comme ceux qu'a pu connaître le Mozambique, frappé en 2019 en mars, puis en avril par deux tempêtes dont chacune avait revêtu une ampleur inédite dans l'histoire du pays. De par ces relations, le Défap a été logiquement amené à soutenir des réflexions et des projets directement en prise avec les questions environnementales.

Sauvegarde de la création : comment le Défap s'implique (en vidéo)

Le Défap est ainsi un des **membres fondateurs du Secaar**, (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un réseau de

dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays. Le Secaar cherche à promouvoir l'être humain dans toutes ses dimensions : spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions se déploient selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Des priorités et des axes de travail qui trouvent de forts échos aujourd'hui dans toute la réflexion développée au sein des Églises sur la justice climatique. Au-delà de son soutien aux projets, aux ONG ou aux Églises membres, il cherche à apporter une réflexion théologique aux acteurs de développement et une réflexion sur le développement aux théologiens. Des actions pour lesquelles il travaille en collaboration régulière avec le Défap et son homologue suisse, DM-échange et mission.

Le bureau du Secaar

Au Défap, la préoccupation de la sauvegarde de l'environnement se retrouve aussi à travers divers projets récents : c'est le cas du **soutien apporté à l'association Abel Granier**, qui intervient en Tunisie sur les problématiques de désertification. L'association apporte son aide à différents acteurs de terrain : exploitations agricoles, coopératives et fermes écoles. Elle soutient aussi des étudiants en agronomie et les aide à s'installer comme agriculteurs sur des terres à réhabiliter. L'association met en œuvre une formation pratique et continue pour une agriculture respectant l'environnement, pour la préservation des sols vivants, et pour le bien être des hommes et des femmes. Cette action de formation s'exerce principalement en Tunisie, car c'est l'un des pays les plus exposés actuellement aux risques aggravants de désertification due au réchauffement climatique : une augmentation des températures de 2 degrés sur les dix dernières années a été constatée (Rapport de la FAO – 2010 et mars 2016), avec une perte de 15 000 ha/an par stérilisation progressive des sols.

C'est encore le cas du **partenariat établi avec l'ALCESDAM**, Association pour la Lutte Contre l'Érosion, la Sécheresse et la Désertification au Maroc, qui depuis trente ans intervient dans les zones de palmeraies de la province de Tata. Il est à noter que l'Église Évangélique du Maroc, partenaire du Défap, est membre fondateur de cet organisme. Ce qui illustre bien le rôle des Églises dans de nombreux pays du Sud en proie aux défis du réchauffement climatique : les défis sociaux concernent directement les Églises…

Le Défap a aussi régulièrement des envoyés au sein du **projet Beer Shéba** à Fatick, au Sénégal, centré sur l'agro-foresterie durable. Ses fondateurs sont Heesuk et Eric Toumieux, présents au Sénégal depuis une vingtaine d'années. Ils ont été envoyés du Défap en VSI de 2009 à 2015 pour Eric et à partir de 2015 pour Heesuk.

Cet aspect de réseau, d'écosystème, d'interactions, explique que le Défap ait pu **inscrire les questions de sauvegarde de la création dans son programme de travail**, sans avoir de manière visible élaboré une réflexion propre sur l'écologie. Le programme de travail établi en 2015, et qui a été prolongé jusqu'en 2020, énonce ainsi : «*Nous invitons chaque personne, quels que soient ses origines ou son passé, à participer avec nous à la mission de Dieu qui est de travailler à la transformation et à la réconciliation de la Création tout entière, notamment en portant les préoccupations écologiques contemporaines.*»

Le «mini-forum» de Condé-sur-Noireau (septembre 2019)

Cette réflexion sur les enjeux écologiques se retrouve aussi **dans les forums régulièrement organisés par le Défap**. Il y a en moyenne un «grand» forum organisé tous les quatre ans (le prochain, qui aura lieu en avril, tournera autour des enjeux de la mission aujourd'hui) ; et plus récemment, le Défap a initié des «mini-forums» – non pas petits par leur ambition ou leur thématique, mais simplement pour signifier qu'ils sont organisés, non au niveau national, mais au niveau régional ou

consistorial. Les préoccupations environnementales y ont toute leur place. C'était déjà le cas lors du «mini-forum» du Défap en région CAR, organisé en octobre 2018 avec le réseau Bible et création. Pratiquement un an plus tard, fin septembre 2019, les questions liées à l'environnement et à la sauvegarde de la création se sont retrouvées au centre du forum organisé à Condé-sur-Noireau pour la région Normandie, et qui tournait autour d'un thème directement inspiré d'une citation de Gandhi : «Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre». L'occasion pour les participants de s'interroger sur leur engagement en faveur de la création. Et sur ses implications concrètes et quotidiennes. Comment avoir un discours qui ne cache pas la gravité des enjeux, mais qui puisse en même temps motiver au lieu de décourager ? Parmi les intervenants chargés d'introduire les débats devant la centaine de participants, on pouvait noter la présence de Martin Kopp, qui a été chargé de plaidoyer de la Fédération luthérienne mondiale pour la «justice climatique» et qui préside aujourd'hui la Commission «Écologie et justice climatique» de la Fédération Protestante de France.

Centenaire de l'ACO : un cycle de conférences à Beyrouth

1922-2022 : depuis un siècle, l'Action Chrétienne en Orient, œuvre missionnaire créée par un pasteur alsacien témoin du génocide arménien, construit des ponts entre les Églises protestantes de France et du

Proche-Orient. Les célébrations de ce centenaire vont s'étaler tout au long des années 2021-2022, et commencent dès ce mois de janvier avec un cycle de rencontres à Beyrouth. Organisées sous forme de visioconférences, elles seront accessibles à toute personne intéressée : pour s'inscrire, c'est ici…

C'est à travers une série d'événements, ponctuant les années 2021 et 2022, que l'ACO – Action chrétienne en Orient – prépare les célébrations de son centenaire. Des événements qui prendront place aussi bien en Europe qu'au Moyen-Orient. Le premier s'annonce dès ce mois de janvier 2021, avec une série de conférences organisées par l'Université Haigazian de Beyrouth. Ces rencontres, qui auront lieu sous forme de visioconférences (situation sanitaire oblige) auront lieu les 28 et 29 janvier, à chaque fois de 16h à 18h30. Les conférences porteront sur les missions européennes et les Églises protestantes au Moyen-Orient au XXème siècle, et seront animées à la fois par des historiens et des acteurs engagés de l'ACO. La langue des intervenants sera l'anglais, et pour s'inscrire, il suffit d'envoyer un message à l'adresse suivante : wilbert.vansaane@haigazian.edu.lb .

Les chrétiens d'Orient ont été souvent victimes de

discriminations et de violences, mais ils représentent encore aujourd'hui des communautés vivantes et dont la présence aide au vivre ensemble. Or au début du XXème siècle, au Moyen-Orient, un habitant sur quatre était chrétien ; ils ne sont plus désormais que 11 millions parmi 320 millions de musulmans (soit un sur 30), partout minoritaires et contraints de chercher la protection des pouvoirs en place pour continuer à exister. Et au sein de cette minorité, les Églises protestantes, avec lesquelles l'ACO est en lien, représentent elles-mêmes un tout petit nombre. «Minoritaires au sein de la minorité chrétienne composée d'Églises traditionnelles orientales, orthodoxes et catholiques», souligne l'ACO, «leur environnement est marqué par l'Islam avec ses différents courants théologiques et ses résonances sociales et politiques. Leur contexte est celui d'une région du monde secouée par des crises géopolitiques aux enjeux divers et complexes, où les puissances régionales et occidentales confrontent leurs intérêts. Pour autant les Églises protestantes que nous soutenons au Moyen-Orient rayonnent par leur témoignage vécu au nom de l'Evangile, par leurs œuvres éducatives et sociales, par leurs convictions pacifiques et critiques, par leur souci des relations œcuméniques entre Églises, par leur dialogue avec l'Islam et les minorités religieuses de la région.»

De la Syrie au Liban, puis à l'Iran

Syrie : la renaissance de la paroisse de Kharaba © ACO

À sa création en 1922, l'ACO avait pour but de secourir les populations arméniennes victimes des exactions turques. Son fondateur, le pasteur Paul Berron, décrit dans « Souvenirs des jours sombres » (L'Harmattan) ce qu'il a vu et vécu à partir de 1916 au contact de ces réfugiés, tout en dénonçant la « politique d'extermination » alors mise en œuvre par les autorités turques. Alsacien, donc citoyen allemand avant la Première Guerre mondiale, il avait été envoyé comme aumônier en Syrie et dans la région pour établir et superviser des foyers du soldat. La guerre finie et l'Alsace réintégrée à la France, ce même pasteur Berron, devenu de fait citoyen français, put ainsi passer outre l'interdiction qui frappait les œuvres missionnaires allemandes et créa l'Action Chrétienne en Orient.

Grâce aux paroisses protestantes alsaciennes, mais aussi grâce à des comités néerlandais et suisses, l'ACO a rapidement étendu son œuvre et touché aussi bien les personnes de culture arménienne que de langue arabe et assyrienne, en Syrie mais également au Liban puis plus tard en Iran. Aujourd'hui, grâce

à de nombreux partenariats, l'ACO soutient des projets très variés dans les domaines de l'éducation, du social, de la santé, de la solidarité en contexte de crise, de la résolution des conflits, de la formation théologique, de la vie d'Église au sein de communautés locales.

«C'est toute l'humanité qui se joue là»

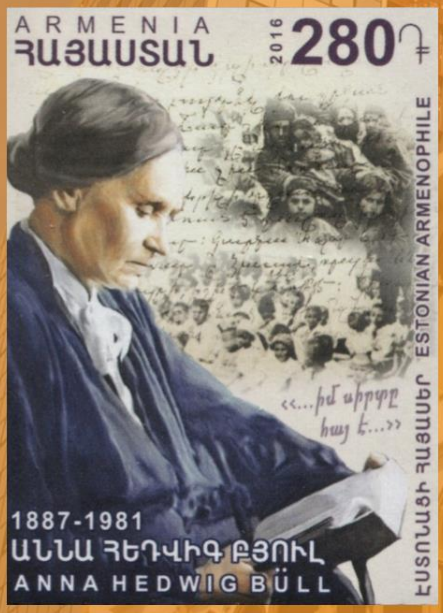
Parmi ces partenariats, il y a le Défap. Au cours des dernières années, l'ACO a eu l'occasion de collaborer de manière quasi quotidienne avec le Service Protestant de Mission, notamment pour l'envoi de volontaires, au Liban, en Égypte… Dans ce pays par exemple, le Défap a assuré le suivi des envoyés de l'ACO en lien avec les Églises protestantes locales, dans le cadre de la plate-forme Moyen-Orient. Il s'agissait de missions d'enseignement (soutien scolaire, apprentissage de l'expression française), mais au-delà, d'une expérimentation quotidienne du « vivre ensemble » propre à faire mentir ceux qui prêchent la violence entre les communautés. Comme le racontait une ancienne envoyée, décrivant l'école où elle travaillait : «Chrétiens et musulmans se côtoient dans le corps enseignants et chez les élèves (…) Dans cette société égyptienne fragmentée c'est, d'après moi, une bénédiction !»

Comme le soulignait il y a quelques années le pasteur Thomas Wilde, alors directeur de l'Action chrétienne en Orient : «L'ACO travaille pour qu'on se souvienne. Elle a le souci des minorités opprimées : c'est toute l'humanité qui se joue là. L'humanité de l'homme est perdue si on laisse l'oubli s'installer. C'est le devoir des chrétiens et des citoyens du monde de ne pas se résigner.»

HAIGAZIAN UNIVERSITY

European Missions and Protestant Churches in the Middle East:

A Shared History in the Twentieth Century



JANUARY
28 & 29, 2021

4:00 PM TO 6:30 PM
(LEBANON TIME)

An online conference on the occasion of the centenary of the Action Chrétienne en Orient (1922-2022).

The conference will take place on Zoom.

Please confirm your attendance on the following email address:
wilbert.vansaane@haigazian.edu.lb

Journée de la Règle d’Or : un temps pour mieux connaître l’ACO

En 2022, l’Action Chrétienne en Orient fêtera ses cent ans. En attendant ces célébrations – qui commenceront, dès ce mois de janvier 2021, par une série de conférences organisées par l’Université Haigazian de Beyrouth – ce deuxième dimanche de l’Avent offre une occasion d’être en communion avec les chrétiens d’Orient, à travers la Journée de la Règle d’Or.

Photo d’ouverture : cette fillette fait partie d’une famille chrétienne qui a dû fuir la Syrie vers le Liban – octobre 2015
© Albert Huber, ancien président d’ACO

Longtemps, ils ont fait figure d’oubliés du monde chrétien – alors même que leur histoire remonte aux origines mêmes du christianisme. C’est le conflit syrien et, plus encore, l’apparition de Daech qui ont poussé beaucoup de Français,

chrétiens ou non, à une prise de conscience à partir de l'année 2014 du sort des chrétiens d'Orient. En témoigne le succès qu'a connu, en 2017-2018, l'exposition *Chrétiens d'Orient : deux mille ans d'histoire* organisée à Paris par l'Institut du monde arabe, avec près de deux cent mille visiteurs. Mais bien avant, il existait déjà des liens entre communautés chrétiennes entre l'Europe et le Moyen-Orient : la plus importante étant, côté catholique, l'Œuvre d'Orient, qui était d'ailleurs partenaire de l'exposition à l'Institut du monde arabe. Il existe aussi des relations côté protestant : l'ACO (Action Chrétienne en Orient), partenaire direct du Défap, en est le meilleur exemple.

En 2022, l'ACO fêtera son centenaire. Elle a en effet été créée en 1922 par le pasteur Paul Berron. Témoin direct du génocide arménien au XXème siècle et du calvaire des survivants, il a vécu au Moyen-Orient entre 1915 et 1918. Aujourd'hui, en Égypte, en Syrie, au Liban mais aussi en Europe, l'ACO travaille au développement et au renforcement des communautés chrétiennes, ainsi qu'au défi que représente la cohabitation entre chrétiens et musulmans. L'ACO apporte un soutien financier, parfois en envoyant des personnes, organise des rencontres, fait un travail d'information. Depuis l'origine, l'Action Chrétienne en Orient a pour directeurs des pasteurs de l'UEPAL, Église membre du Défap qui lui apporte un soutien déterminant. L'EPUdF reconnaît aussi l'action de l'ACO, et la Fédération Protestante la considère comme son «expert» pour le Moyen Orient. L'ACO collabore de manière quasi quotidienne avec le Défap, notamment pour l'envoi des volontaires en Égypte, au Liban…

Enseignantes égyptiennes en visite à Paris, dans les locaux du Défap, dans le cadre d'un projet monté conjointement avec l'ACO © Défap

Au cours des mois à venir, le Défap aura l'occasion de vous donner de plus amples nouvelles du centenaire de l'ACO. D'ici là, le dimanche qui vient va fournir une occasion privilégiée pour faire connaître l'ACO et pour être en communion avec les chrétiens d'Orient. Chaque année, lors du deuxième dimanche de l'Avent, chaque paroisse qui le souhaite est invitée à vivre un temps de culte, une prière, un partage d'information ou une action de soutien dédiée aux chrétiens d'Orient ; cette Journée de la Règle d'Or s'appuie sur cette parole du Christ dans l'Évangile de Matthieu, verset qui nourrit l'engagement de l'ACO :

> *« Tout ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, vous aussi, faites-le de même pour eux, car c'est la loi et les prophètes. »*
> *Évangile de Matthieu, chapitre 7, verset 12*

Le pasteur Paul Berron s'était précisément appuyé sur cette parole du Christ pour développer son œuvre. Voici plusieurs

documents préparés par l’ACO pour cette journée :

* **Un texte explicatif sur la Règle d’Or** et sur les possibilités d’animation et de soutien.

* une **présentation générale de l’ACO** qui peut être lue en un peu plus de deux minutes lors d’un culte ou d’une animation missionnaire.

* une **prière d’intercession** qui s’appuie le verset du jour « Redressez-vous et relevez la tête, car votre délivrance approche. » (Luc 21, 28)

* une **prière pour des personnes et des institutions au Liban**

* une vidéo Journée de la Règle d’Or à partager avec un temps de méditation sur le verset de la Règle d’Or :

* le temps de partage et de prière en vidéo, vécu avec la paroisse de Gunsbach sur le Liban, peut vous inspirer :

* vous trouvez sur le site de l'ACO les différents appels relatifs à l'aide aux réfugiés du Haut-Karabagh en Arménie suite au conflit. Ces appels peuvent être relayés lors du culte du 6 décembre ainsi que dans les publications des paroisses :

a) L'appel d'Espoir pour l'Arménie lié aux Eglises Evangéliques Arméniennes de France, appel soutenu notamment par le Conseil d'Eglises Chrétiennes en France : **ici**.
b) L'appel de Solidarité Protestante France Arménie pour Noël : **ici.**

L'éducation face aux crise haïtiennes

Il n'y a pas une, mais des crises haïtiennes : crise humanitaire, crise économique, crise politique, crise

des institutions… Il y a trois ans, le pays était à la 163ème place au niveau mondial en termes de développement humain : il est désormais 169ème. Face à cette urgence multiforme, l'éducation pourrait être reléguée au second plan. C'est pourtant bien l'éducation qui permettra, à terme, aux Haïtiens de prendre leur destin en main.

Une rue de Port-au-Prince, septembre 2015 © Défap

Préparer l'avenir, en dépit des duretés du quotidien : c'est la difficile tâche des établissements membres de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti, l'un des partenaires clés de la Plateforme Haïti, dont fait partie le Défap. Quels que soient les projets mis en place pour permettre une amélioration de la vie des Haïtiens, leur impact à long terme sera directement lié au niveau d'éducation de la population haïtienne. Un problème que décrit précisément Laënnec Hurbon, sociologue haïtien né à Jacmel, docteur en théologie (Institut catholique de Paris) et en sociologie (Sorbonne), qui est par

ailleurs membre fondateur de l'Université Quisqueya à Port-au-Prince : «On pourrait fort bien me dire que mettre le paquet sur l'agriculture trop négligée dans le budget national, ou sur la création d'emplois industriels et la construction des infrastructures suffirait à attirer les investissements afin que le pays connaisse un décollage économique. Je répondrais : j'entends des projets de cette sorte depuis que le concept de développement a pignon sur rue depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. À la vérité, on est enclin à oublier que le développement dans les sociétés occidentales a partie liée avec le développement de l'éducation formelle qui met sur les rails d'une organisation rationnelle de tous les secteurs de la vie économique, culturelle et politique.»

Mais il est vrai que dans la liste des urgences auxquelles le pays est confronté, l'éducation peut facilement passer au second plan. Urgence alimentaire : il y a quelques mois, le Programme Alimentaire Mondial (dépendant de l'Onu) estimait qu'un Haïtien sur trois, soit près de 4 millions de personnes, avait besoin d'une aide pour se nourrir. Les zones les plus concernées par la crise étant le sud du département du Nord-Ouest et les quartiers de Cité Soleil à Port-au-Prince. Dans la seule capitale haïtienne, le PAM évaluait à 850.000 le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire. Urgence économique : selon les données de la Banque Mondiale, Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental, avec un produit intérieur brut par habitant de 797 dollars et un indice de développement humain qui le plaçait en 2019 à la 169ème place sur 189. Urgence en termes de sécurité : la criminalité est partout présente, les enlèvements contre demande de rançon sont monnaie courante. Comme le souligne le politiste Frédéric Thomas, chargé d'études au Centre tricontinental /Cetri, «au cours de ces deux dernières années, au moins quatre massacres (le dernier, fin août-début septembre) ont eu lieu dans les quartiers populaires de la capitale, Port-au-Prince, dont le plus meurtrier demeure celui de La Saline, en novembre 2018, qui a fait 71 morts.» Urgence

politique : «alors qu'il existe en Haïti un très large consensus contre le président actuel», rappelle ce même chercheur, le chef de l'État Jovenel Moïse, se maintient en renforçant toujours plus son pouvoir, «gouvernant depuis janvier par décrets, avec un pouvoir législatif en tout et pour tout réduit au tiers du Sénat, faute d'avoir organisé des élections parlementaires».

Scandale Petrocaribe : un mouvement de contestation qui dégénère

Ces diverses crises s'alimentent bien sûr les unes les autres. La crise politique actuelle autour du président Jovenel Moïse a ainsi débuté sur fond de pénuries de produits de première nécessité, notamment de carburant, et avec la révélation d'un scandale impliquant plusieurs gouvernements successifs. Il s'agissait de l'affaire Petrocaribe, du nom de l'alliance régionale mise en place entre le Venezuela, premier exportateur pétrolier de la région, et les pays des Caraïbes : un accord qui devait permettre aux 18 États signataires, dont Haïti, de bénéficier de livraisons de pétrole à des tarifs préférentiels et avec des facilités de paiement. Au cours des dix années durant lesquelles Haïti a bénéficié de cet accord avant la révélation du scandale, quelque 3,8 milliards de dollars, qui auraient dû servir à financer des projets locaux de développement, ont disparu. La révélation de cette affaire dans une période d'aggravation des pénuries a déclenché un mouvement social sans précédent, qui s'est traduit par des mois de manifestations et a pu aller jusqu'au blocage complet du pays (le «Pays Lock») pour obtenir le départ du président actuel. Or, celui-ci est toujours là… et le mouvement lancé contre lui a dégénéré, aggravant encore plus les problèmes du quotidien, la pauvreté, les pénuries, tout en devenant prétexte à violences et à pillages. Depuis, la crise du Covid-19 n'a fait que renforcer un peu plus les inégalités : si le pays n'est pas parmi les plus touchés de la région, ce

sont les plus pauvres qui sont les plus menacés… La Banque Mondiale estime ainsi qu'au cours de l'année 2020, entre 88 et 115 millions d'Haïtiens auront basculé dans l'extrême précarité, annulant près de trois ans d'efforts en matière de réduction de la pauvreté.

Mais l'aspect multiforme de cette crise met précisément l'accent sur le besoin pointé par Laënnec Hurbon d'une «organisation rationnelle de tous les secteurs de la vie économique, culturelle et politique». Une organisation qui ne pourra voir le jour sans une amélioration de l'éducation. Voilà à quoi travaille la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti, à travers ses 3000 écoles. Voilà pourquoi le Collège évangélique Maranatha, membre de ce réseau et dépendant de l'Union évangélique baptiste d'Haïti, forcé par la violence des gangs de quitter ses locaux historiques du campus de Bolosse, va poursuivre l'accueil des élèves dans un autre quartier de Port-au-Prince. «Lekol pou yo tou» continue sa mission.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

• la **Mission Biblique**
• le **Service protestant de mission – Défap**
• la **fondation La Cause**
• le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**
• **ADRA-France**
• l'**Église du Nazaréen**
• **Réforme**